

## CTSD 2<sup>nd</sup> degré du lundi 10 octobre 2016

### Généralités :

Le DASEN indique que la rentrée s'est plutôt bien passée surtout dans l'enseignement public. Les gens font face vaillamment à des choses pas simples mais s'impliquent positivement.

Selon lui, d'un point de vue général, les moyens, projets, les élans sur l'éducation ne seront peut-être pas toujours de cette ampleur.

Au regard de l'histoire de l'éducation, la création de 60 000 postes s'est rarement vue. Il est important d'être précis dans le cadre du dialogue social, il faut regarder ce qui peut être amélioré. Il faut tenir compte des réalités et approcher les choses sagement. Pas de discours global.

**Laïcité** : Les papiers de Vigi-gender sont un « ramassis » d'âneries et la DGESCO a réagi immédiatement. Il faut garder dans notre esprit l'élévation des objectifs.

Concernant le **fond de soutien aux écoles privées sous contrat**, cela ne concerne que les écoles qui sont entrés dans le PEDT.

Pour la **convention ruralité**, le bilan est de 14 réalisations et 14 sont en projet. Cette convention prend bien en compte les qualités « rurale et montagne ». Les classes uniques en très faible effectif doivent s'inquiéter de leur continuité. Cette convention permet de n'enlever jamais plus d'un poste. Le département compte en cette rentrée 100 écoles à 1 classe, 94 à 2 classes et 95 à 3 classes, avec certaines à des seuils très bas. Le DASEN invite les communes à avoir une réelle réflexion sur leurs écoles. Il met en garde contre l'insistance à vouloir maintenir des classes uniques qui risquent de fermer plus rapidement qu'on ne s'y attend.

Le secrétaire général rappelle qu'un comité de suivi de cette convention a été mis en œuvre avec l'association des maires. Selon lui, un meilleur bilan pourra être fait lors du CDEN de janvier 2017. Il y a un réel travail avec la préfecture pour fixer les projets des RPI.

L'UNSA Education souhaite dire que les enseignants ont besoin d'être impliqués dans cette démarche. Les élus et les parents dirigent ces projets sans toujours tenir compte des enseignants qui se sentent pourtant concernés. Pour l'UNSA Education, il est important que le regard soit porté sur les structures scolaires. Il faut se concentrer sur des petites structures, à taille humaine.

Les **effectifs des langues régionales** dans le premier degré n'augmentent pas autant que les autres années.

**Pour le basque** : il y a moins d'élèves en petite section qui s'inscrivent. Sur le second degré, la progression se poursuit. Ce sont les sections bilingues qui progressent. La proportion d'abandon à l'entrée en sixième est moindre depuis trois ans. Inversement, pour SEASKA, le nombre d'abandons augmente. En lycée, le nombre d'élèves augmente aussi même si la fidélisation est moindre.

**Pour l'occitan** : une convention est en cours de rédaction. Les effectifs sont en baisse.

L'UNSA Education intervient pour signifier que cela pose aussi un problème de ressources dans les deux langues. Le DASEN rappelle que ces questions de convention et de développement seront évoquées en CALR (Commission Académique des Langues Régionales).

## Second degré :

73 élèves en moins dans les LP (Lycées Professionnels). Si davantage de places sont ouvertes en BTS, cela permettra à des élèves de BAC Pro de trouver une poursuite d'études.

A propos de la carte des formations en LP, l'UNSA Education s'interroge sur les choix des ouvertures de BTS en LP. Pourquoi des lycées comme Baradat à Pau ou le LP d'Hendaye n'accèdent-ils pas à ces possibilités de formation ?

Le DASEN dit qu'il faut s'interroger sur les formations de niveau 2 et 3 des élèves ; faut-il maintenir des formations nombreuses alors que l'offre d'emploi ne suit pas derrière ? Sur les métiers du tertiaire, l'emploi s'est réduit.

Eviter le décrochage et préparer l'insertion doit être une priorité. Il faut trouver des personnes intéressées. Si on réussit le fait de motiver des élèves vers des formations qui conduisent à l'emploi, cela paraît être un objectif louable. La proposition d'ouverture de sections dans la carte des formations est de bon augure. Le débat sur la carte des formations doit revenir au CTA compétent.

Sur les 3 collèges cités dans la déclaration liminaire de l'UNSA Education :

- Pour **Camus à Bayonne**, l' UPE2A (Unité Pédagogique pour Elèves Allophones Arrivant) et l'accompagnement en FLE semblent nécessaires. C'est en cours. Pour l'instant ce sont des enseignants du premier degré qui sont nommés sur ces postes bien qu'ils interviennent dans le second degré. Ces enseignants ont été rattachés techniquement à des écoles primaires afin de pouvoir percevoir l'ISAE.

- Pour le **collège Clermont**, le DASEN rappelle que la population accueillie ne relève pas d'une zone d'éducation prioritaire. Il conçoit que les conditions ne soient pas simples. Suite à la perte des effectifs, des moyens ont pourtant été laissés sur cet établissement. L'accompagnement éducatif ne pourrait être donné qu'aux établissements d'éducation prioritaire, or le collège de Clermont n'en fait pas partie. L'UNSA Education insiste pour que cet établissement bénéficie d'un suivi très particulier. Le DASEN pense que tout cela sera à redéterminer. Le poste PASS n'est pas pourvu non plus, un point sera fait avec le rectorat concernant ce manque.

- Pour **la sectorisation des collèges de St Jean de Luz**, le conseil départemental y travaille.

Pour l'option italien, le besoin élève est recensé. La contractuelle exerçant à Mourenx enseigne aussi sur le collège Pierre Emmanuel et sur Clermont.

Pour le **collège Pierre Emmanuel**, la moitié des effectifs vient de Pau, la moitié est interne, donc la moitié est issue d'un secteur « hors » Pau. 10 élèves proviennent de la Communauté Forale de Navarre. 114 élèves y sont scolarisés.

Concernant les **SEGPA**, l'UNSA Education insiste sur les difficultés des classes 6<sup>e</sup>/5<sup>e</sup> où le nombre d'élèves est supérieur à 16. Le DASEN explique qu'un bilan ASH avec les inspecteurs concernés se tiendra très prochainement.